

le commerce à l'avantage de l'Etat, & de rendre l'Etat plus puissant. C'est par une balance exacte des exportations & des importations qu'on peut connoître si un Etat gagne ou perd en général dans le commerce ; & en particulier par quelles branches de commerce l'Etat gagne, & par quelles branches il perd. On peut regarder comme des moyens infailibles d'augmenter les avantages de la balance, la rédaction des institutions monastiques, celle des Troupes réglées, des Employés dans les Finances & dans l'administration de la Justice, la culture des Colonies de l'Amérique, & la diminution des impôts.

Il est question dans le vingt-septième Chapitre des découvertes du passage par le Nord aux Indes Orientales & Occidentales, & des terres australes à l'Ouest du Cap-Horn. Comme il n'y a pas long-tems que dans un Journal étranger on a consacré un extrait à ces objets, on ne doit plus s'y arrêter. On lira avec plaisir le Chapitre de l'*Impôt*. Les Peuples, dit l'Auteur, ne peuvent prospérer si l'on porte le revenu public au-delà des limites naturelles du revenu général ; parce qu'il faut nécessairement qu'alors la perception du revenu public en tarisse la source, & affoiblisse par conséquent sans cesse la Nation. On ne sauroit donc trop s'appliquer à la recherche d'une méthode sûre, pour déterminer avec la plus grande exactitude le revenu général de la Nation. Il semble que, pour fixer tout d'un coup le vrai fonds qui, dans un Etat, doit contribuer à l'impôt, il ne seroit question que de s'accorder sur un principe, qui est, que le Sujet doit au fisc tout ce qu'il peut lui donner sans nuire à sa subsistance. Ce n'est en effet que sur le superflu que doit porter l'impôt ; & aucun

Etat